



PROPAGANDE À LA DEMANDE



Le 21 février 2020 matin se déroule le GT prévu à l'agenda social du 1^{er} semestre et intitulé « Nouveau réseau de proximité (NRP) : point d'avancement ».

A **F.O.-DGFIP**, nous sommes habitués à recevoir, avant chaque GT, souvent comme documents « de concertation », des morceaux choisis de novlangue au contenu creux.

Mais quelle ne fut pas notre surprise de découvrir que notre administration s'était cette fois-ci surpassée dans l'art de rédiger des fiches pour ne rien dire de ce que l'on ne savait déjà !

SI VOUS AVIEZ RATÉ LES ÉPISODES PRÉCÉDENTS

La fiche 1 « principes et orientations du NRP » rappelle les objectifs de la réforme contre laquelle nous continuons de nous battre.

On nous martèle les éléments de langage lus sur Ulysse ou entendus maintes et maintes fois dans les grand-messes, en local, lors des conventions de cadres et/ou réunions avec les agents :

► « mieux répondre aux besoins de proximité des usagers » avec des EFS (établissements France Services) véritables auberges espagnoles du service public bon marché où des agents de la DGFIP « volontaires » seront affectés et pourront être retirés selon le bon vouloir du DDFIP ou de l'EFS ;

► « Répondre de façon plus satisfaisante aux besoins de conseil des élus locaux » en dissociant gestion et conseil. Toute démarche de conseil s'appuie de façon contemporaine sur la réalisation d'actes de gestion. C'est une séparation artificielle que la DGFIP crée qui débouchera sur une usine à gaz. Quant aux Services de gestion comptables (SGC), 14 kamikazes se lancent depuis le 1^{er} janvier sans réel mode opératoire et se débrouillent comme ils peuvent !

s'ensuit un petit couplet sur la démétropoli(ti)sation dont on reparlera en fiche 4.

La fiche 1 se termine par cette belle phrase : « La transformation de son réseau vise à conforter le rôle de la DGFIP dans ses missions »...No comment !

CONCERTATION, QUAND TU NOUS TIENS !

La fiche 2 « La concertation » est stratosphérique et sonne comme une provocation à l'encontre des collègues syndiqués ou non qui ont pris part aux actions locales contre le NRP et ont très souvent et majoritairement dénoncé les simulacres d'ateliers participatifs sur ce sujet.

On ose qualifier la concertation de « souvent constructive » qui a « pour objet de permettre de dégager, sinon un consensus, du moins un échange approfondi ». Faire croire que la concertation a permis de desserrer le calendrier du NRP et d'augmen-

ter à la marge le nombre d'implantations est un peu, permettez nous l'expression, fort de café.

Pour **F.O.-DGFIP**, ce sont surtout les actions, manifestations, soutiens d'élus locaux et pressions sur les directions qui ont fait bouger très légèrement les directions !

Quant à la concertation avec les élus locaux, celle-ci s'est faite au bulldozer en méprisant souvent l'écu de base pour traiter directement avec les « grands élus ». Sinon, comment expliquer les milliers de délibérations de communes contre le NRP ?

Et que dire du contournement des élus de terrain en obtenant des conventions directement du président de Conseil départemental ? A ce jour seules 17 conventions sont signées, preuve que ce NRP n'est pas si séduisant qu'il n'y paraît !

ENGAGEZ VOUS, RENGAGEZ VOUS !

La fiche 3 « Les mesures d'accompagnement RH » n'est qu'une resucée de la Foire Aux Questions parue sur Ulysse et se complaît dans la calinothérapie.

Ont-ils compris que ce qu'ils proposent n'est que le minimum qu'ils pouvaient faire face au bouleversement engendré par cette réforme ?

S'ensuivent une publicité pour les agents volontaires au travail en EFS, une promotion pour le travail à distance et le télétravail et des actions de management participatifs, « coaching » et bilans de compétences pour les cadres.

Ces beaux outils suffiront-ils à leur faire oublier qu'ils vont être évincés de leur poste sans ménagement ?

Et surtout cette DGFIP 2.0 pense t-elle que le management suffira aux futurs encadrants alors que l'aspect métier semble le grand oublié de ces changements (pas de guide de mise en route d'un SGC, les opérations TRF dans Hélios supporteront-elles ces bouleversements ? le stage de 5 jours pour les conseillers semble très léger etc...) ?



LA BELLE HISTOIRE DE LA DÉMÉTRO...POLITISATION

La fiche 4 « les candidatures des collectivités locales pour accueillir des services de la DGFIP » nous en remet une couche sur la belle histoire de la démétropoli(tisation).

F.O.-DGFIP s'est déjà exprimé sur cette opération de propagande en trompe l'œil qui consiste à faire croire aux élus que recevoir un service sans accueil au public, à vocation régionale ou nationale, souvent plateforme d'appui, dans leur ville comblera le besoin de services publics exprimé par leur concitoyens.

Là encore, la DGFIP réussit l'exploit de noircir 3 pages pour enfoncer des portes ouvertes. Mais, par contre, aucune information sur les services qui iront, le nombre d'emplois ou le calendrier.

Pour **F.O.-DGFIP**, l'instrumentalisation, le symbole et la volonté de réduire les coûts immobiliers de l'État sont au moins aussi présents dans cette opération que la meilleure qualité de vie offerte aux agents des grandes métropoles appelés à migrer.

F.O.-DGFIP a refusé d'assister l'administration dans cet exercice d'autosatisfaction de la part de la DGFIP.

La défense du service public et de ses personnels passe toujours par le retrait du plan Darmanin.